

Vu. JC 25/7/12

REPUBLIQUE FRANCAISE

Dijon, le 24/07/2012

TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE DIJON

22 rue d'Assas - B.P. 61616
21016 Dijon Cedex
Téléphone : 03.80.73.91.00
Télécopie : 03.80.73.39.89

Greffe ouvert du lundi au vendredi de
9h00 à 12h00 - 13h30 à 16h30

Dossier n° : 1101263-2

(à rappeler dans toutes correspondances)

FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT c/ PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE

Jean V. Santini
D. Evrard
C. Feint

1101263-2

M. le Président
SOCIETE GRANULATS BOURGOGNE
AUVERGNE
GBA - Mme Valérie SANTINI
Lieu-dit Pont de Colonne
21230 ARNAY LE DUC

NOTIFICATION DE JUGEMENT

Lettre recommandée avec avis de réception

M. le Président,

J'ai l'honneur de vous adresser, sous ce pli, l'expédition du jugement en date du 17/07/2012 rendu dans l'instance enregistrée sous le numéro mentionné ci-dessus.

La présente notification fait courir le délai d'appel qui est de 2 mois.

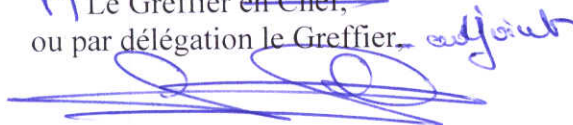
Si vous estimez devoir faire appel du jugement qui vous est notifié, il vous appartient de saisir la COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE LYON, 184 rue Duguesclin 69003 Lyon d'une requête motivée **en joignant une copie de la présente lettre.**

A peine d'irrecevabilité, la requête en appel doit :

- être assortie d'une **copie de la décision** juridictionnelle contestée.
- être présentée par un avocat.
- être accompagnée d'un timbre fiscal de 35 euros, sauf pour les bénéficiaires de l'aide juridictionnelle. L'achat de ce timbre peut s'effectuer par voie électronique en vous connectant au site timbre.justice.gouv.fr et en suivant les instructions qui vous seront données.

Je vous prie de bien vouloir recevoir, M. le Président, l'assurance de ma considération distinguée.

Pl Le Greffier en Chef,
ou par délégation le Greffier.



Murielle ROBLOT

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE DIJON**

cc

N° 1101263

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Mme Régnier
Rapporteur

Le Tribunal administratif de Dijon

Mme Desseix
Rapporteur public

(2^{ème} chambre)

Audience du 12 juin 2012
Lecture du 17 juillet 2012

44-045-06
C

Vu la requête, enregistrée le 3 juin 2011, présentée par l'ASSOCIATION FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT, dont le siège est 10 rue Barbier au Mans (72000); l'ASSOCIATION FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT demande au Tribunal :

- d'annuler la décision en date du 4 octobre 2010 par laquelle le préfet de Saône et Loire a autorisé la société Granulats Bourgogne Auvergne à détruire des spécimens d'espèces animales protégées, dans la limite d'un nombre maximal pour chaque espèce, et à dégrader douze habitats de spécimens protégés dans le cadre du renouvellement et de l'extension de son activité ;

- de mettre à la charge de l'Etat une somme de 500 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative ;

Elle soutient que :

- la décision est entachée d'un vice de procédure en ce que le conseil scientifique régional de la protection de la nature n'a pas été consulté ;
- la décision n'est pas motivée ;
- la dérogation accordée n'est pas justifiée au regard des conditions posées par l'article L. 411-2- 4° du code de l'environnement, aucune raison impérative d'intérêt public majeur n'étant en particulier constituée ;

Vu le mémoire en défense, enregistré le 25 octobre 2011, présenté par le préfet de Saône et Loire, qui conclut au rejet de la requête et à ce qu'il soit mis à la charge de l'ASSOCIATION FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT la somme de 500 euros en application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative ;

Il fait valoir que les moyens de la requête ne sont pas fondés ;



Vu le mémoire, enregistré le 17 février 2012, présenté pour la société Granulats Bourgogne Auvergne, par la Sep d'avocats Nicolaÿ Lanouvelle Hannotin, qui conclut au rejet de la requête et à ce qu'il soit mis à la charge de l'ASSOCIATION FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT la somme de 4 000 euros en application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative ;

Elle fait valoir que la requête est irrecevable en ce qu'elle est tardive et en ce que la décision attaquée est superfétatoire, et que les moyens soulevés ne sont pas fondés ;

Vu le mémoire, enregistré le 1^{er} juin 2012, présenté par l'ASSOCIATION FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT, qui conclut aux mêmes fins que la requête sauf à porter à 800 euros sa demande en application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative, par les mêmes moyens ;

Vu la note en délibéré, enregistrée le 13 juin 2012, présentée pour la société Granulats Bourgogne Auvergne ;

Vu la note en délibéré, enregistrée le 13 juin 2012, présentée pour la la société Granulats Bourgogne Auvergne ;

Vu la décision attaquée ;

Vu les autres pièces du dossier ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu la loi n° 79-587 du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public ;

Vu l'arrêté du 19 février 2007 fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées ;

Vu le code de justice administrative ;

Les parties ayant été régulièrement averties du jour de l'audience ;

Après avoir entendu au cours de l'audience publique du 12 juin 2012 :

- le rapport de Mme Régnier,
- les conclusions de Mme Desseix, rapporteur public,
- et les observations de M. Magnaux, représentant le Préfet de Saône et Loire, et de Me Nicolaÿ, avocat de la société Granulats Bourgogne Auvergne ;

Considérant que la société Granulats Bourgogne Auvergne, qui exploite une carrière sur la commune de Marmagne, a, dans le cadre d'une demande de renouvellement et d'extension de l'autorisation d'exploiter, sollicité une dérogation à la protection législative des espèces animales non domestiques et de leurs habitats ; que, par un arrêté en date du 4 octobre 2010, le préfet de Saône et Loire l'a autorisée à détruire des spécimens de cinq espèces animales protégées, dans la limite d'un nombre maximal pour chaque espèce, et à dégrader douze habitats ; que, le recours gracieux présenté le 10 février 2011 par



l'ASSOCIATION FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT ayant fait l'objet d'un rejet implicite, la requête tend à l'annulation de l'arrêté du 4 octobre 2010 ;

Sur les fins de non recevoir opposées par la société Granulats Bourgogne Auvergne :

Considérant, en premier lieu, qu'une autorité administrative peut être valablement saisie d'un recours gracieux par télécopie avant l'expiration du délai de recours, sous réserve que le requérant authentifie son recours soit par la production d'un exemplaire dûment signé du document adressé par télécopie, soit par l'apposition de sa signature manuscrite sur ledit document ; qu'en l'espèce il ressort des pièces du dossier que le préfet de Saône et Loire a été saisi par l'ASSOCIATION FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT d'un recours gracieux à l'encontre de l'arrêté en date du 4 octobre 2010 par une lettre du 10 février 2010 parvenue le jour même par télécopie ; que ce recours a été authentifié par une lettre recommandée avec accusé de réception reçue en préfecture le 14 février suivant ; que, l'arrêté attaqué ayant été publié au recueil des actes administratifs le 10 décembre 2010, le délai de recours gracieux expirait le 11 février 2011 à minuit ; que, par suite, le préfet a été valablement saisi du recours gracieux présenté par l'ASSOCIATION FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT, la circonstance que la seconde production de l'original ait été reçue après l'expiration du délai de recours gracieux étant sans incidence sur la computation des délais ; que la société Granulats n'est dès lors pas fondée à soutenir que la requête est atteinte de forclusion à défaut pour le recours gracieux d'avoir prorogé le délai de recours contentieux ;

Considérant, en second lieu, qu'il résulte de l'étude d'impact réalisée dans le cadre du dossier de demande de dérogation qu'il existe des risques de destruction, particulièrement accidentelles, des espèces visées dans l'arrêté et que les habitats concernés par l'arrêté seront détruits en raison des travaux entrepris ; qu'il est constant qu'une telle autorisation était requise pour qu'il soit procédé à ces destructions et dégradations ; que, par suite, la société Granulats Bourgogne Auvergne ne peut utilement soutenir que la décision était superfétatoire, la seule circonstance qu'en définitive l'exploitation de la carrière créera de nouveaux habitats propices à la plupart des espèces concernées et que des mesures de compensation sont envisagées n'étant pas un élément de nature à dispenser la société de la dérogation ;

Considérant qu'il résulte de ce qui précède que les fins de non recevoir opposées par la société Granulats Bourgogne Auvergne doivent être écartées ;

Sur les conclusions aux fins d'annulation :

Sans qu'il soit besoin de statuer sur les autres moyens de la requête :

Considérant qu'aux termes de l'article L. 411-1 du code de l'environnement : « I. - Lorsqu'un intérêt scientifique particulier ou que les nécessités de la préservation du patrimoine naturel justifient la conservation de sites d'intérêt géologique, d'habitats naturels, d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées et de leurs habitats, sont interdits : / 1° La destruction ou l'enlèvement des oeufs ou des nids, la mutilation, la destruction, la capture ou l'enlèvement, la perturbation intentionnelle, la naturalisation d'animaux de ces espèces ou, qu'ils soient vivants ou morts, leur transport, leur colportage, leur utilisation, leur détention, leur mise en vente, leur vente ou leur achat ; / (...) 3° La destruction, l'altération ou la dégradation de ces habitats naturels ou de ces habitats d'espèce(...) » ; qu'aux termes de l'article L. 411-2 du même code : « Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions dans lesquelles sont fixées : / (...) 4° La délivrance de dérogation aux interdictions mentionnées aux 1°, 2° et 3° de l'article L. 411-1, à condition qu'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante et que la dérogation ne nuise pas



au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle : / (...) e) Dans l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques ou pour d'autres raisons impératives d'intérêt public majeur, y compris de nature sociale ou économique, et pour des motifs qui comporteraient des conséquences bénéfiques primordiales pour l'environnement ; (...) » ; qu'aux termes de l'article R. 411-6 du même code : « Les dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 sont accordées par le préfet (...) » ;

Considérant qu'aux termes de l'article 1^{er} de la loi susvisée du 11 juillet 1979 : « Les personnes physiques ou morales ont le droit d'être informées sans délai des motifs des décisions administratives individuelles défavorables qui les concernent. / A cet effet, doivent être motivées les décisions qui : (...) » ; qu'aux termes de l'article 2 de la même loi : « Doivent également être motivées les décisions administratives individuelles qui dérogent aux règles générales fixées par la loi ou le règlement. » ;

Considérant que l'arrêté par lequel le préfet accorde les dérogations prévues par l'article L. 411-2 du code de l'environnement constitue une décision administrative individuelle qui déroge aux règles générales fixées par la loi ou le règlement au sens de l'article 2 de la loi du 11 juillet 1979 susvisée, et est ainsi soumise à l'obligation de motivation prévue par ces dispositions, alors même que l'arrêté du 19 février 2007 ne prévoit expressément l'obligation de motivation que pour les refus de dérogation ;

Considérant qu'en l'espèce, si l'arrêté du 4 octobre 2010 énonce, notamment par référence au dossier de demande de dérogation, les mesures de compensation auxquelles il soumet cette dernière, il ne mentionne pas en quoi la dérogation accordée répondrait à des raisons impératives d'intérêt public, ni dans quelle mesure aucune autre solution satisfaisante ne serait susceptible d'être mise en oeuvre ; que, par suite, l'ASSOCIATION FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT est fondée à demander l'annulation de l'arrêté du 4 octobre 2010 attaqué ;

Sur les conclusions tendant à l'application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative :

Considérant qu'il n'y a pas lieu, dans les circonstances de l'espèce, de faire application des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative et de mettre à la charge de l'Etat la somme que l'ASSOCIATION FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT demande au titre des frais exposés par elle et non compris dans les dépens ; que les dispositions du même article font par ailleurs obstacle à ce que les sommes demandées à ce titre par le préfet de Saône et Loire soient mises à la charge de l'ASSOCIATION FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT, qui n'est pas la partie perdante ;

DECIDE :

Article 1er : L'arrêté du préfet de Saône et Loire en date du 4 octobre 2010 est annulé.

Article 2 : Le surplus des conclusions des parties est rejeté.

Article 3 : Le présent jugement sera notifié à l'ASSOCIATION FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT, à la société Granulats Bourgogne Auvergne et au ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie. Copie en sera adressée au préfet de Saône et Loire.



Délibéré après l'audience du 12 juin 2012, à laquelle siégeaient :

- M. Beaujard, président,
- Mme Dorion et Mme Régnier, premiers conseillers.

Lu en audience publique le 17 juillet 2012.

Le rapporteur,



B. REGNIER

Le président



P. BEAUJARD

Le greffier,



C. BILLOT

La République mande et ordonne au ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, en ce qui le concerne ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun, contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

Pour expédition,
P/ le greffier,

